

MOREL (*Edmund Deville*), pseudonyme de Morel de Ville (*Georges Edmond Pierre Achille*) (Paris, 10.07.1873 – Teighmouth, Angleterre, 12.11.1924). Fils d'Edmond et de de Horne, Emmeline.

Morel est le fils d'un père français, modeste fonctionnaire au ministère des Finances, issu d'une famille de petite noblesse, et d'une mère anglaise, issue d'une famille ayant fui les Pays-Bas en 1571 en raison des persécutions religieuses et qui, pendant deux siècles, fut liée aux Quakers, groupe religieux qui, au XIX^e siècle, fut à la pointe de la lutte contre l'esclavage.

Morel a quatre ans lors du décès de son père. Son enfance à Paris, près de sa mère veuve aux ressources limitées, a été marquée par les privations mais lui a donné une bonne connaissance de la langue française. Il a huit ans lorsqu'en 1881, il est envoyé en Angleterre par sa mère, décidée à donner à son fils une éducation anglaise. Il y reçoit une éducation assez médiocre, d'abord à la *Madras House* à Eastbourne pendant cinq ans, ensuite à la *Bedford Modern School* pendant deux ans et demi. Son cycle d'instruction prend alors fin car l'état de santé de sa mère le rappelle à Paris.

Revenu à Paris en 1889, sa mère lui trouve un premier emploi à la succursale parisienne de la banque américaine Drexel Hayes & Co. Il y est connu sous le nom d'Edmund Deville, patronyme adopté par sa mère. Le «désir passionné» de celle-ci était cependant de retourner en Angleterre mais ne pouvait se réaliser si son fils n'y trouvait un emploi. Après plusieurs échecs et après avoir décliné l'offre d'un poste de commissaire de bord, il est finalement engagé comme commis chez Elder Dempster, une firme d'armateurs de Liverpool, au maigre salaire annuel de £ 70.

En 1891, mère et fils retournent en Angleterre, mettant fin à ce qu'il appellera plus tard leur exil. Morel a dix-huit ans. Anglais par choix, il acquerra en 1896 la nationalité britannique. Le 26 août 1896, il épousa Mary Florence Richardson, fille d'un imprimeur de Liverpool. Quatre enfants naîtront de leur union.

Chez Elder Dempster, où il prend le nom de George de Ville, Morel travaillera pendant dix ans jusqu'en 1901. Ambitieux et énergique, il entreprend, par un travail de recherche personnel, de maîtriser la géographie, l'économie et l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, région où sa compagnie est principalement engagée. Il sera vite reconnu comme expert des affaires ouest-africaines et deviendra chez Dempster le chef de la division Congo. Sa connaissance du français le conduira à faire de fréquents déplacements à Bruxelles pour régler avec les autorités de l'Etat Indépendant du Congo (EIC) diverses questions en rapport avec le fonctionnement de la ligne vers le Congo et à Anvers pour discuter avec

les agents de la ligne et assister à l'embarquement des passagers et au départ des navires.

Commis le jour, il devient journaliste la nuit, afin de se procurer des ressources supplémentaires qui, au fil des ans, s'élèveront à quelque £ 1000 annuelles. Il envoie ses articles à plusieurs journaux anglais mais aussi au *Temps* de Paris. Son premier article a été accepté et publié en décembre 1893 par la *Pall Mall Gazette*. Il couvrait un vaste champ: *Hut tax* en Sierra Leone, *Ashanti war*, *Liberia's affairs*, etc. où se manifestaient ses préoccupations humanitaires à l'égard des Africains.

En 1890, le commerce de Liverpool connaît quelques difficultés en raison de l'apparition de la France sur la côte ouest-africaine, provoquant une série d'incidents qui fournissent des sujets d'articles à Morel. De 1893 à 1900, il écrira une centaine d'articles qui peuvent à juste titre le faire accuser d'être le porte-parole des intérêts des armateurs de Liverpool. Après 1904 et durant la campagne contre l'EIC, pareille accusation sera injuste et sans fondement.

Son attention sur l'EIC de Léopold II fut attirée par les plaintes formulées dès 1893 par la *Aborigines Protection Society*, par ce qu'il entend et voit à Anvers aux départs et arrivées de navires du Congo, par l'examen ensuite de tous les documents publics disponibles, britanniques et autres. Il acquiert progressivement la conviction que l'entreprise de Léopold II n'a pas le caractère philanthropique proclamé mais est essentiellement une entreprise commerciale. Un double contrôle des exportations et des budgets le persuade que le caoutchouc et l'ivoire exportés ne sont pas payés, que les producteurs africains sont donc exploités et que le travail forcé en était la seule explication.

Initialement, il ne met pas en cause le gouvernement de Bruxelles, considéré comme ignorant des problèmes sur place. Le 19 juillet 1897, par exemple, il publie dans la *Pall Mall Gazette* un article où il se montre très compréhensif pour les Belges et leur œuvre au Congo. Mais il découvre progressivement le système économique mis en place par l'EIC et les graves abus qui en résultent. Il publie alors dans le *Speaker*, de juillet à décembre 1900, une série de six articles non signés sous le titre *The Congo Scandal*.

Cela rend difficile la position de Morel chez Elder Dempster. La compagnie, en effet, par les transports réguliers qu'elle effectue vers le Congo (armes et munitions à l'aller, caoutchouc au retour), est de fait impliquée dans les abus constatés. Morel prend alors la décision de quitter Sir Alfred Jones, son employeur depuis dix ans, et accepte une fonction d'éditeur adjoint au journal *African Mail*. En 1902 et 1903, il y publie en nombre croissant des attaques contre Léopold II.

Déterminé à avoir son propre journal, il se brouille avec Chalmers, son employeur, pour une banale question d'intérêt et, au printemps de 1903, il quitte l'*African Mail* pour fonder son propre journal, le *West African Mail*.

De 1900 à 1904, Morel publie énormément: deux ouvrages (*Affairs of West Africa*, 1902 et *The British Case in French Congo*, 1903), de nombreux pamphlets et d'innombrables articles. Il y fait encore preuve d'impartialité, allant jusqu'à signifier à la *Aborigines Protection Society* qu'une atrocité reste une atrocité où qu'elle se produise, au Transvaal, dans le Sud-Ouest africain allemand, l'Angola portugais, ou le Congo de Léopold II.

Dès 1904, Morel utilisera, tant dans ses écrits que dans sa vie privée, le nom E. D. Morel, abrégé parfois en E. D. M., sous lequel il restera connu.

La campagne menée ainsi par Morel finit par interpeller le gouvernement britannique qui décide en conséquence de charger son consul à Boma, Roger Casement, d'une mission d'enquête. Casement quitte Matadi le 6 juin 1903 et est de retour à Léopoldville le 19 septembre. Son rapport, publié par le gouvernement britannique le 1^{er} février 1904, confirme les accusations de Morel.

Morel, qui avait rencontré Casement en décembre 1903 et trouvé en lui quelqu'un partageant son obsession à propos des forfaits commis au Congo, crée alors en mars 1904, à la suggestion de Casement, une association, la *Congo Reform Association* (CRA), dont il sera durant neuf ans le secrétaire et la cheville ouvrière.

Dans la campagne qu'il mène à la tête de son association contre l'EIC et Léopold II, Morel n'a presque jamais accusé à la légère. Le Congo a effectivement connu les abus et les atrocités qu'il a dénoncés. Les témoignages sur lesquels il se fondait pour les décrire étaient sûrs. Il faut noter, à ce propos, que Morel n'a jamais écrit ni dit que des mains avaient été coupées à titre de châtiment pour manquement dans les prestations. Mais, en laissant mettre l'accent sur ce thème, il a contribué à faire naître la légende de la mutilation employée comme châtiment et, en tout état de cause, n'a rien fait pour l'arrêter.

Il va en effet oublier les principes de critique et de jugement qu'il énonçait en 1897. Il va se livrer à des généralisations excessives. Sous sa plume, les gouvernants du Congo et le crime vont s'identifier. Il écarte du revers de la main, sans plus se donner la peine de les examiner, les attestations favorables à l'Etat du Congo. A ses yeux, Léopold II est un tyran abject cherchant à s'enrichir par tous les moyens, exploitant le Congo en vue d'accroître sa *personal wealth*. Dans son *King Leopold's Rule in Africa* (Londres, 1904), il écrit que le

système de Léopold II était destructeur de vie humaine et de bonheur humain, et plus dépravant dans ses effets cumulatifs que le commerce des esclaves à son apogée. Il finira par prendre en horreur tous les Belges, d'Afrique comme de Belgique, considérés comme des êtres méprisables. Son ouvrage le plus connu, *Red Rubber*, publié en novembre 1906 et qui fera l'objet de plusieurs rééditions, est marqué, à côté de la dénonciation d'abus réels, par l'outrance des généralisations et des procès d'intention.

Les attaques dont il est l'objet amènent Léopold II à instituer, par décret du 23 juillet 1904, une commission d'enquête qui, après une enquête sur place, du 5 octobre 1904 au 21 février 1905, dépose son rapport le 30 octobre 1905. Ce rapport est publié le 5 novembre. Conçu différemment de celui de Casement (il décrit le système qui engendre les abus plutôt que de décrire longuement ceux-ci) et rédigé dans un style plus sobre, ce rapport confirme la réalité des abus dénoncés. Deux ouvrages belges, l'un de Félicien Cattier, alors professeur à l'ULB (*Etude sur la situation de l'Etat indépendant du Congo*, Bruxelles, 1906), l'autre du R. P. Vermeersch, S. J. (*La question congolaise*, Bruxelles, 1906), le font également.

Morel triomphe. Jusqu'en 1908, il jouit pleinement d'une réputation de «réformateur». Ses mérites dans la suppression des abus furent reconnus même par des Belges de renom. A. J. Wauters, l'éditeur du *Mouvement Géographique*, lui écrit en septembre 1910: «Vous avez combattu avec une grande noblesse...». Le 29 mai 1911, lors d'une manifestation à Londres en l'honneur de Morel, Emile Vandervelde s'écrit: «Thanks, Morel, in the name of Belgium! Thanks in the name of natives». La réputation de Morel est reconnue officiellement en juin 1912 par sa nomination dans une importante commission gouvernementale, le *West African Lands Committee*.

Lorsqu'à la suite de cette campagne et des pressions grandissantes qui s'exercent sur Léopold II, l'annexion du Congo par la Belgique est chose faite le 15 novembre 1908, Morel est persuadé qu'il a combattu pour rien. Il ne croit pas, en effet, que la «solution belge» puisse mettre fin aux abus. Il est convaincu que les ministres belges, qu'il traite de «*pack of rascals*», ne sont ni désireux ni capables de réformer la situation du Congo.

Il continuera à suivre attentivement la situation au Congo mais devra, devant l'évidence des faits, mettre fin en août 1910 à l'activité de la CRA qui sera dissoute en juin 1913.

De 1908 à août 1914, Morel vit une période de transition. Il est alors inquiet pour son avenir. Il est à la recherche d'un emploi lucratif. Mais il trouvera assez

vite les éléments pour se lancer dans ce qui constituera sa seconde grande croisade.

Un voyage à Paris en février 1909 lui a fait soupçonner que les intérêts des indigènes congolais ont été sacrifiés à l'entente franco-anglaise. La crise d'Agadir (1911) lui a fourni en abondance des preuves de la corruption des diplomates français, de l'incompétence de leurs homologues britanniques et des dangers inhérents à l'«Entente cordiale».

Dans des articles publiés fin 1911 et dans *Morocco in Diplomacy* (1912), Morel développe ouvertement sa critique de la politique britannique d'avant-guerre. Il prédit que l'«Entente cordiale» impliquera la Grande-Bretagne dans les querelles continentales. Lorsque la guerre éclate, Morel voit ses prédictions confirmées: l'Angleterre se trouve entraînée dans la guerre à cause des obligations de la France envers son allié russe. Il avait soupçonné ouvertement l'existence d'accords militaires anglo-français et attaqué la compétence des diplomates professionnels. La guerre en apportait la preuve.

Dans une lettre du 4 août 1914, adressée à l'*Executive Council of the Birkenhead Liberal Association*, il reprend son analyse des causes de la guerre et sa critique de la «diplomatie secrète». Il en résulte qu'à la demande de l'*Executive Council*, Morel doit, en octobre 1914, retirer sa candidature au Parlement pour Birkenhead.

Morel se lance alors de toute son énergie dans une opposition extra-parlementaire envers la «vieille diplomatie». L'instrument pour la mener est la *Union of Democratic Control* (UDC), un groupe fondé les premiers jours de la guerre et qui lutte pour un contrôle parlementaire de la politique extérieure et la conclusion d'une paix de compromis. Morel en sera le secrétaire et en deviendra bientôt la figure dominante. Il y utilisera les mêmes méthodes que lors de la campagne congolaise. En conséquence, sa rupture avec le parti libéral devient complète.

Se basant sur un examen approfondi des documents officiels publiés, Morel démontre que la guerre a été causée par le système d'une diplomatie professionnelle secrète, commune à toutes les puissances européennes. Il s'ensuit que la culpabilité ne peut être attribuée à une seule nation. Il développe ces prises de positions dans une multitude d'écrits et notamment dans son ouvrage: *Ten Years of Secret Diplomacy* (1915).

Dans l'atmosphère émotionnelle d'une guerre, de telles prises de position conduisent à accuser Morel d'être pro-allemand. Le *Daily Express* du 4 avril 1915 se demande «qui est ce Mr. E. D. Morel? Et qui paie pour son Union pro-allemande?». L'ironie du sort voulut que dans ces attaques de presse, le rôle de Morel

dans la campagne congolaise fût utilisé contre lui et que ses efforts de l'époque fussent présentés comme dissimulant un projet de transférer à l'Allemagne les possessions belges d'Afrique. Le procès pour trahison et l'exécution de Roger Casement en 1916, renforcèrent cette impression.

Lorsque, début 1917, le gouvernement semble vouloir refuser une paix négociée, comme demandé par l'UDC, Morel se lance dans une violente dénonciation du leadership libéral. Dès la parution, fin 1916, de son dernier ouvrage, *Truth and the War*, on envisagea dans les hautes sphères gouvernementales de poursuivre Morel en justice. Aucun juriste consulté ne put cependant démontrer que les assertions de Morel étaient fausses. Quand finalement un prétexte fut trouvé, l'occasion fut immédiatement saisie. Le 31 août 1917, Morel est accusé d'avoir violé le *Defence of the Realm Act* en chargeant Miss Ethel Sidgwick de transmettre sa brochure *Tsardom's Part in the War* (1917) à Romain Rolland, un pacifiste français vivant en Suisse. Il est déclaré coupable et condamné à six mois de prison.

La peine de prison fut durement ressentie par Morel et affecta définitivement son état de santé déjà fort précaire. Lorsqu'il sortit de prison en janvier 1918, les vues de l'UDC avaient acquis une certaine respectabilité et son emprisonnement avait fait de lui un héros de la gauche britannique.

De la fin de la guerre jusqu'à son décès, et malgré de nombreux accros de santé, Morel, toujours figure dominante de l'UDC, continue à s'engager avec passion dans la vie publique, militant cette fois au sein du *Labour* qui avait supplanté le parti libéral comme force dominante de la gauche britannique. Fidèle à son analyse des origines de la guerre qui avait servi de base à son agitation pendant la guerre — ne croyant ni à la seule responsabilité de l'Allemagne ni à l'innocence des Alliés —, il mène campagne pour la révision ou la suppression du Traité de Versailles. Sans cela, il ne voyait aucune perspective de paix pour l'Europe.

Dans la campagne électorale de 1922, Morel bat Winston Churchill et devient membre du Parlement (*Labour*) pour Dundee: «*I was working for peace before the war. He was working for war before the war*». En janvier 1924, il espère devenir membre du gouvernement formé par Ramsay MacDonald mais il échoue. Morel ressent cet échec comme une disgrâce. La même année, MacDonald le nomme, peut-être en guise de consolation, candidat britannique au Prix Nobel de la paix, mais le prix n'est pas encore attribué au moment du décès de Morel et finalement ne le sera pas cette année-là.

Toute la vigoureuse activité déployée par Morel durant ces dernières années l'avait exténué. Le 12 novembre

1924, se promenant dans les bois avec sa belle-sœur, il se sent las, s'assied adossé à un arbre et meurt paisiblement à l'âge de cinquante et un ans.

Morel fut à l'origine du retentissement international donné à la dénonciation des graves abus commis dans l'Etat Indépendant du Congo et de la suppression du régime qui les engendrait. Ses attaques outrancières, ressenties comme outrageantes par les Belges en général, le firent considérer à tort par une large partie de l'opinion publique belge comme un agent britannique mû par des mobiles intéressés. Si Edmund Morel et Roger Casement furent tous deux condamnés pour trahison, l'un à la prison, l'autre à la pendaison, les deux cas sont essentiellement différents. Morel fut condamné pour une infraction mineure qui ne correspondait pas à la raison réelle de son inculpation. Casement fut condamné pour collusion réelle avec l'Allemagne en guerre.

17 juin 2005.

L.-F. Vanderstraeten (†).

Sources: CLINE, C. A. 1980. E. D. Morel 1873-1924, The Strategies of Protest. Washington, DC, Blackstaff Press. — LOUIS, W. R. & STENGERS, J. 1968. E. D. Morel's History of the Congo Reform Movement. Oxford, Clarendon. — STENGERS, J. 1989. Congo, mythes et réalités: 100 ans d'histoire. Gembloux, Duculot. — WAUTERS, A. J. 1911. Histoire politique du Congo belge. Bruxelles, Van Fleteren. — Commission d'enquête 1905. Rapport au Roi-Souverain. *Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo*, **9-10** (sept.-oct.).